

Interview d'Eric Thomas, président de l'AFFA par le News Tank Football – 28/02/2017

Pourquoi présenter de nouveau une liste comme en 2011 et en 2012 ?

Au début, nous n'avions pas prévu d'y retourner. Mais lors de l'Assemblée générale de l'AFFA, le 28/01/2017 en Gironde, nous avons décidé d'aller à la rencontre des autres candidats pour connaître les projets de chacun. Le dialogue avec Saïd Ennjimi, président de la Ligue de Nouvelle-Aquitaine a aussi beaucoup compté. Au final, nous avons voté et décidé de porter la voix du "foot d'en bas" dans cette nouvelle élection. Nous échangeons beaucoup et partageons ce constat : il y a un vrai besoin de démocratie et de transparence au sein d'une FFF éloignée des réalités du terrain. Nous pouvons nous présenter, mais nous ne pouvons pas voter : où est la démocratie ? Les clubs professionnels votent, pourquoi pas les clubs amateurs ? Pourquoi être considéré comme les sous-citoyens du football, alors que les dirigeants-bénévoles des 14 000 clubs amateurs sont la base de la pyramide ?

A terme, il faudrait que les licenciés puissent voter, mais allons-y progressivement et permettons d'abord à tous les présidents de clubs, de désigner l'équipe qui dirigera la Fédération. Si la volonté existe, c'est très simple à mettre en œuvre : les clubs ont tous un numéro d'identification et les présidents un numéro de licence, on peut facilement organiser un vote à distance, pendant un week-end, avec une plateforme Internet.

Au lieu de quoi, avec la réforme des territoires, on a encore réduit le nombre de grands électeurs ! 216 vont voter le 18/03/2017, soit près de 20 % de moins que lors des dernières élections (266, le 15/12/2012). Ce n'est pas digne de la première fédération sportive de France ! A l'AFFA, nous reconnaissons la qualité du travail des Ligues et des Districts, instances de proximité indispensables. Leur légitimité est indéniable et elles doivent continuer de participer au scrutin. Mais elles ont été élues sur des projets régionaux et départementaux, en aucun cas pour voter au nom des clubs sur le projet d'avenir du football français.

Nous proposons donc une étape transitoire, en donnant le droit de vote aux 14 000 présidents de clubs. A la Fédération de Rugby, petits ou grands, tous les clubs votent.

Si tous les présidents de clubs votaient, le résultat serait-il différent ?

Nous serions probablement élus ! Tout le monde dit que nous avons le meilleur projet. Le 2 mars, nous avons été auditionnés par les clubs professionnels et l'accueil, l'écoute, l'échange ont été

excellents. Aux dires de certains présidents, après avoir entendu Jacques Rousselot et Noël Le Graët, c'est notre équipe qui a fait la meilleure impression. Notre sentiment après ce moment fort, c'est que nous sommes tous en recherche d'un dialogue constructif au sein d'une FFF, moins autoritaire et plus ouverte aux idées neuves.

Si un autre football est possible, son avenir passera nécessairement par le dialogue, une démocratie réelle, une gouvernance transparente et responsable, une volonté nouvelle d'associer chacun à la prise de décision, du bas en haut de la pyramide.

Nous avons la conviction que le football de demain se construira ensemble, Professionnels et Amateurs réunis dans le respect de nos différences, avec une LFA qui devienne l'alter-ego de la LFP. Notre message a été parfaitement entendu : *« c'est parce que nous aimons passionnément le football, qu'il nous faut plus et mieux travailler ensemble ! A l'AFFA, nous y sommes prêts, autour d'un projet partagé, dans le respect et la transparence ».*

Quel bilan dressez-vous de la présidence de Noël Le Graët ?

J'entretiens plutôt des relations cordiales avec lui. Il me reçoit, il m'écoute... mais il ne m'entend pas ! Pour le foot amateur, le bilan est très mauvais. Que dire des promesses non-tenues... Il avait dit qu'il ne se représenterait pas, il se représente. Il avait dit qu'il mettrait l'économie au service du football amateur et il a mis le football amateur au service de l'économie. Et puis 4 000 clubs sont morts pendant son mandat, dans la plus grande indifférence. Le foot rural se meurt et la FFF regarde ailleurs. Il prétend que la FFF donne de 54 à 68 M€ par an au football amateur, mais c'est faux ! En dehors des 10 M€ du Fonds d'Aide au Football Amateur (FAFA) pour 14 000 clubs amateurs et des 12,5 M€ qui vont aux 200 clubs semi-professionnels (National, CFA et CFA2), tout le reste concerne l'administration du football et rien ne descend jusqu'aux petits clubs.

En revanche, les clubs font remonter entre 100 et 120 M€ en cotisations, en coûts d'engagement des équipes, en frais d'arbitrage, en amendes diverses, etc. Nous n'y arrivons plus ! On nous donne 10, mais on nous reprend 100. Joli tour de passe-passe, mais nous n'arrivons plus à boucler les fins de mois. Il faut rebâtir un nouveau modèle économique plus solidaire et il faut surtout remettre le

club au cœur du football français, car c'est dans les clubs qu'on joue au foot !

Nous proposons par exemple que la FFF porte un projet d'équipement de 200 terrains synthétiques par an, pendant 4 ans. La méthode : lancer un appel d'offres qui fera baisser le prix par terrain de 600 000 à 450 000 ou 500 000 euros HT. En signant des conventions de financement avec les collectivités territoriales (communes, agglomérations, départements, régions), on aurait ainsi un levier de développement majeur pour notre football.

Dans mon club de l'AS Montlouis-sur-Loire, l'installation d'un synthétique a tout changé : on est passé de 340 à 400 licenciés, on a pu accueillir une équipe féminine, on joue et on s'entraîne sans se soucier de la météo, la Mairie fait environ 25 000 € d'économie d'entretien par an (plus besoin de tondre, de tracer ou d'arroser)...

La FFF a payé 50 000 €, via le programme Horizon Bleu sur un coût total de 750 000 euros, éclairage LED compris, le premier terrain de France doté d'un éclairage LED !

Pour la petite histoire, nos grands élus avaient exclu sans justification et sans concertation, le financement des synthétiques de l'Appel à projets initial « Horizon Bleu » (37 M€ sur deux ans en guise d'héritage de l'Euro 2016 organisé en France). Avec l'AFFA, nous avons fait le forcing auprès des instances pour que les synthétiques soient remis dans le programme. C'est révélateur de l'absence de dialogue qui prévaut tout en haut.

Quels autres critiques formulez-vous à l'encontre de la FFF d'aujourd'hui ?

L'absence de transparence. A quoi sert l'argent du football ?

Par exemple, on a appris très récemment que 3 000 personnes avaient passé une semaine au Brésil, lors de la Coupe du Monde 2014, aux frais de la FFF. Coût total : 900 000 euros !

Qui ? Pourquoi ? Avec quels budgets ?

Si demain, 15 000 dirigeants votent, c'est plus compliqué de faire basculer un scrutin qu'avec seulement 216 grands électeurs...

Nous voulons sortir du clientélisme, passer directement du 19^e siècle au 21^e, moderniser l'administration et le management de la FFF.

Autre exemple, ce sont des bénévoles à 100 % qui aujourd'hui enregistrent les licences, une tâche

colossale et fastidieuse. En cas de problème ? Amende !

Notre vision : encourager, plutôt que décourager. Conseiller, plutôt que réprimer. Dialoguer, plutôt qu'imposer.

Et au centre du football, selon vous, il y a le club ?

Le club, qu'il soit amateur ou professionnel, demeure la structure de base du football. Lieu de plaisir, d'apprentissage, de partage, d'épanouissement...

Aujourd'hui, les clubs ne sont plus considérés, ils constituent la seule variable d'ajustement du système. C'est souvent le principe de la triple peine qui s'applique : surcharge administrative des bénévoles + augmentation des coûts + baisse des ressources = asphyxie des clubs.

Nos propositions :

- . Redonner des marges de manœuvre budgétaires aux clubs amateurs (réduction progressive des amendes, meilleure répartition des frais d'arbitrage, réduction des frais d'appel, suppression des droits de mutation...).
- . Redéfinir le modèle économique des clubs professionnels.
- . Revoir intégralement la cohérence des circuits de financements : c'est à la FFF, sous l'égide de la « nouvelle LFA » de donner des moyens nouveaux aux Ligues et aux Districts qui sont les instances de proximité des clubs.
- . Faire de la FFF, l'autorité organisatrice du football en relation avec la Ligue de football professionnelle (LFP) et une Ligue de football amateur (LFA) rénovée et renforcée dans ses prérogatives, véritable interlocutrice du football amateur, dotée d'une autorité morale et juridique, disposant d'un budget dédié.

Passons en revue les trois listes concurrentes. Que pensez-vous de la liste de Noël Le Graët ?

Je suis très surpris de la présence de Jean-Michel Aulas. On dit que c'est le futur président de la FFF...

Mais ma réflexion va plus loin. Avec les enjeux économiques, on sait qu'il est difficile d'arbitrer en

Ligue 1. Demain, un président de Ligue 1 ou de Ligue 2 membre du comité exécutif de la Fédération, ça pose un vrai conflit d'éthique, il sera juge et partie. A notre avis, tout membre du comex de la FFF ne devrait plus exercer de responsabilité dans un club, dans un District ou dans une Ligue.

Et puis, il faut arrêter l'accumulation des fonctions. Dans le foot, comme en politique : cumul des fonctions = cumul des absences.

Je pense qu'il faut aussi une limite d'âge. L'expérience Blatter (réélu à la présidence de la FIFA à 79 ans, le 29/05/2015, avant d'être contraint d'abandonner ses fonctions pour des raisons judiciaires) devrait nous inciter à plus de sagesse.

Et la liste Jacques Rousselot ?

Je connais et j'ai du respect pour Françoise Vallet, présidente du District de la Nièvre (j'ai joué 20 ans à La Charité-sur-Loire), même si elle a oublié de m'envoyer le parrainage qu'elle m'avait promis. La présence de trois membres du comité exécutif actuel (Jacques Rousselot, Denis Trossat et Joël Muller) prouve en tout cas que le comex dirigé par Noël Le Graët a explosé en plein vol.

Je regrette que Jacques Rousselot refuse le débat entre tous les candidats. Nous ne pouvons pas voter, nous ne pouvons pas débattre... La FFF ressemble plus à une "monarchie bananière" qu'à une démocratie ! Tous les amoureux du foot auraient aimé assister à un échange d'idées, projets contre projets...

Que les médias organisent des débats entre ceux qui acceptent de débattre. Ce qui compte, c'est l'avenir du football. Il n'y a pas de raison que la France soit derrière l'Italie, talonnée par le Portugal à l'indice UEFA.

Et que pensez-vous de la liste de David Donadei, qui comme vous affirme être le défenseur du football amateur ?

Je ne souhaite pas faire de commentaires.

Je préfère évoquer une petite nouveauté que nous avons glissée dans notre programme : 1 % prélevé sur les indemnités de transferts des joueurs professionnels. Ce fonds pourrait être géré par la nouvelle LFA afin de développer le football féminin. S'il se développe, c'est grâce actuellement à l'équipe de France féminine qui a une image formidable.

A l'AFFA, nous sommes persuadés que la femme est l'avenir du football. Avec 115 000 licenciées en France, nous sommes très loin des grandes nations. Pour développer le football féminin, il faut que la FFF se dote d'une stratégie claire, d'un calendrier précis et de moyens dédiés. Comme le fait très bien la Fédération de Hand-ball, il faut aussi remettre le foot au cœur de l'école et l'éducation au cœur du football pour former des "footballeurs citoyens".